

Convention collective nationale

IDCC : 240. – **PERSONNEL DES GREFFES
DES TRIBUNAUX DE COMMERCE**
(14 novembre 1957)

AVENANT DU 14 OCTOBRE 2009
RELATIF AUX CLASSIFICATIONS

NOR : *ASET0951169M*
IDCC : 240

Entre :

Le conseil national des greffiers des tribunaux de commerce,

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération des employés et cadres CGT-FO ;

La fédération nationale des employés et cadres CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le tableau des activités des personnels des greffes figurant à l'annexe I de la convention collective est remplacé par le tableau suivant :

ASSISTANT DE GREFFE (*)		TECHNICIEN (*)
Archiviste	Classement	Archiviste
Accueil (physique ou téléphonique)	Frappe ou saisie	Accueil (physique ou téléphonique)
Article 3 – CFE	Entretien	Article 3 – CFE
Assistance à la formalité	Courrier	Assistance à la formalité
Contrôle saisie	Paraphes	Contrôle saisie

ASSISTANT DE GREFFE (*)		TECHNICIEN (*)
Télétraitement	Reprographie, numérisation	Télétraitement
Délivrance de pièces		Délivrance de pièces
Audiencement/suivi – retour audience		Audiencement/suivi – retour audience
Assistance audience/judiciaire		Assistance audience/judiciaire
Assistant comptable		Assistant comptable
Assistant informatique		Assistant informatique
(*) Les activités sont exercées par l'une ou l'autre catégorie, en fonction des qualifications requises aux articles 27 et 27.1 de la convention collective.		

Chaque collaborateur d'une catégorie peut être amené à effectuer non seulement des activités relevant de sa catégorie mais également de celles des catégories inférieures.

Article 2

Le tableau figurant à l'annexe II à la convention collective est remplacé par le tableau suivant :

CLASSIFICATION	COEFFICIENT
Assistants de greffe :	
– employés et secrétaires de greffe	300
Techniciens	330
Cadres :	
– cadre, chef de service, principal	430

Article 3

L'article 27 du titre VII de la convention collective est remplacé par le présent article :

« La classification des salariés des greffes est fondée sur le principe des critères classants. Cette classification tient compte de l'évolution de la profession et de la qualification requise pour assumer les fonctions déterminées par le contrat de travail.

Nota. – Si le calcul du coefficient multiplié par la valeur du point devait aboutir à un salaire inférieur aux minima légaux, ces minima légaux s'appliqueraient.

La classification comporte 3 catégories :

- les assistants de greffe (regroupant les anciennes catégories d'employés et de secrétaires) ;
- les techniciens ;
- les cadres.

A chacune d'elles est affecté un coefficient plancher.

Le coefficient retenu sert de base à la détermination du salaire en le multipliant par la valeur attribuée au point de salaire.

Le classement des salariés et la détermination du salaire résultant de ce classement s'effectuent en fonction de critères devant être cumulativement réunis :

Les critères de classement sont :

- le contenu de l'activité ;
- l'autonomie ;
- la responsabilité ;
- la formation ;
- l'expérience.

L'énumération ci-dessus ne constitue pas une hiérarchie des critères.

Le contenu de l'activité se définit par la nature des tâches à accomplir et par son niveau de difficulté qui va de l'exercice de tâches simples et répétitives à la prise en charge de missions complexes concernant plusieurs domaines.

Par autonomie, il faut entendre la liberté de décision dont dispose le salarié pour organiser son travail. Le degré d'autonomie dépend de l'importance et de la fréquence des contrôles exercés par le responsable hiérarchique ou par le greffier.

Par responsabilité, il faut entendre la part d'initiative professionnelle exigée par l'emploi pour atteindre les objectifs ou l'étendue et la nature de la délégation accordée au salarié dans le cadre de la fonction exercée.

Par formation, il faut entendre les connaissances acquises par le salarié et sanctionnées, le cas échéant, par un diplôme. Cette formation est considérée comme nécessaire pour exécuter les tâches prévues par le contrat de travail, sauf ce qui est ci-après précisé concernant le critère de l'expérience.

Par expérience, il faut entendre une pratique qui confère à son titulaire les capacités nécessaires pour accomplir son travail, même s'il n'a pas reçu une formation sanctionnée par le diplôme correspondant.

Pour les catégories de salariés non cadres, il convient de se référer au tableau intitulé « Tableau des activités des personnels des greffes » annexé au présent accord (*).

Pour effectuer le classement des salariés, il convient de s'attacher à l'emploi occupé et non au salaire, la formation et les diplômes n'entrant en ligne de compte que dans la mesure où il sont mis en œuvre dans cet emploi.

(*) Le tableau sus-cité n'a pas fait l'objet d'un dépôt.

Lorsqu'un salarié effectue des tâches de nature différente, l'activité prédominante exercée par le salarié de façon permanente est le critère prépondérant de son classement dans une catégorie et à un niveau d'emploi.

Tout salarié, en fonction de la qualité de son travail et de l'extension de sa qualification, est susceptible de passer d'une catégorie à une autre et, à l'intérieur de chaque catégorie, de bénéficier d'une augmentation de son coefficient.

Les coefficients fixés dans chaque catégorie peuvent être augmentés, par accord entre le salarié et l'employeur, sans qu'il en résulte pour autant une modification de la classification, même si le coefficient convenu vient à excéder le plancher du niveau supérieur.

L'appellation de commis greffier, greffier audiencier, greffier d'audience, greffier stagiaire, greffier assermenté ou tout autre titre professionnel assimilé ne constitue qu'un titre et non une classification, même si les fonctions remplies peuvent supposer réunir certains des critères classants. L'assermentation n'entraîne pas obligatoirement la qualité de cadre. »

Article 4

L'article 27.1 « Définitions » de la convention collective est remplacé par le présent article :

« La classification comporte 3 catégories.

1. Assistants de greffe

Sont classés dans cette catégorie :

- collaborateur assurant l'exécution des tâches sans mise en œuvre de connaissances particulières à partir de consignes précises, détaillées et permanentes, dans des conditions satisfaisantes de fiabilité et de rapidité, sans initiative personnelle ;
- collaborateur assurant l'exécution de travaux nécessitant une pratique professionnelle confirmée et une part de responsabilité et d'initiative. Il est sous contrôle régulier.

2. Techniciens

Collaborateur assurant l'exécution de travaux comportant, sur des directives générales, une part d'initiative et de responsabilité dans le traitement des dossiers courants ou dans le règlement des problèmes économiques, juridiques, comptables ou informatiques. Ce poste demeure sous contrôle du greffier ou du personnel chargé de l'encadrement.

3. Cadres

3.1. Cadre

Collaborateur réunissant les conditions exigées d'un technicien, il est nommé par le greffier seul, qui lui délègue partie de ses fonctions et de son autorité sur le personnel.

Lorsqu'il assure seul la vérification et la rédaction définitive des actes de greffe, et qu'il a qualité pour les signer par délégation du greffier, il est obligatoirement assermenté.

3.2. Chef de service

Collaborateur cadre désigné par le greffier ayant les connaissances de technicien chargé du fonctionnement d'un service du greffe, et ayant de façon permanente autorité sur le personnel placé sous ses ordres tant sur le plan du travail que de la discipline.

3.3. Principal de greffe

Collaborateur cadre désigné par le greffier possédant une culture juridique et une compétence professionnelle lui permettant d'assurer de façon permanente les fonctions de celui-ci par délégation et sous la responsabilité du greffier.

Il a autorité sur l'ensemble du personnel tant sur le plan du travail que de la discipline. »

Article 5

Dépôt

L'avenant est déposé en 1 exemplaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et en 5 exemplaires auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris.

Article 6

Extension

Les signataires demandent l'extension auprès du ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Le présent avenant a été signé en 10 exemplaires. Il entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2009 sous réserve de l'absence d'opposition dans les conditions légales applicables.

Fait à Paris, le 14 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE 1

TABLEAU DES ACTIVITES DES PERSONNELS DES GREFFES (OCTOBRE 2009)

(non exhaustif)

Assistants de greffe(*)		Techniciens (*)
Archiviste	Classement	Archiviste
Accueil (physique ou téléphonique)	Frappe ou saisie	Accueil (physique ou téléphonique)
Article 3 – CFE	Entretien	Article 3 – CFE
Assistance à la formalité	Courrier	Assistance à la formalité
Contrôle saisie	Paraphes	Contrôle saisie
Télétraitement	Reprographie, numérisation	Télétraitement
Délivrance de pièces		Délivrance de pièces
Audiencement/suivi-retour audience		Audiencement /suivi- retour audience
Assistance audience/judiciaire		Assistance audience/judiciaire
Assistant comptable		Assistant comptable
Assistant informatique		Assistant informatique

() Les activités sont exercées par l'une ou l'autre catégorie, en fonction des qualités requises aux articles 27 et 27-1 de la Convention Collective.*

Chaque collaborateur d'une catégorie peut être amené à effectuer non seulement des activités relevant de sa catégorie mais également de celle de ou des catégories inférieures.